



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Jean-Marc-Morandini-et-Europe-1-au-secours-de-la-loi-Pecresse>

# Jean-Marc Morandini et Europe 1 au secours de la loi Pécresse

- L'information - Société - Les médias et les mobilisations sociales - Mobilisations de 2007 et 2008 -



Date de mise en ligne : lundi 12 novembre 2007

## **Description :**

Premières manifestations étudiantes contre la « réforme » libérale des Universités et premières contre-manifestations médiatiques.

---

**Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés**

---

**Aux mobilisations contre la loi « Libertés et Responsabilités des Universités » (LRU), dite « loi Pécresse » (du nom de la nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) et votée cet été dans l'urgence, répond la mobilisation des présentateurs-commentateurs-chroniqueurs-éditorialistes. Et puisqu'il n'est pas de mouvement social qui ne traîne avec lui, ou plutôt contre lui, un discours médiatique stigmatisant son « archaïsme » et son « immobilisme » [1], aux premières manifestations de la contestation étudiante ont répondu les premières manifestations de la contestation médiatique dominante.**

Ainsi, l'émission d'Europe 1 intitulée « Le Grand Direct de l'Actu » et animée par Jean-Marc Morandini et Luc Evrard, le jeudi 8 novembre 2007, a notamment été consacrée aux premiers mouvements étudiants s'opposant à la « loi Pécresse ». Une émission exemplaire qui montre comment il est possible de réduire au silence, à grand renfort de questions formatées, l'interlocuteur invité et de traiter une information de manière totalement unilatérale tout en prétendant redonner, au moyen de la « libre antenne », la parole au peuple ; car comme l'affirme sans rire Jean-Marc Morandini, « c'est vous qui faites le débat ».

### Des questions impartiales

C'est par un entretien avec le vice-président de l'UNEF, Jean-Baptiste Prevost que débute l'émission, ou du moins le « grand débat » - car c'est en ces termes malicieux que se donne la parodie d'information dont on va rendre compte ici. Le moins qu'on puisse dire, à écouter les questions posées par Jean-Marc Morandini et Luc Evrard, c'est que le sujet tient au coeur de nos deux animateurs et que, sur cette affaire comme sur bien d'autres, ils ont une petite opinion qu'il leur tarde de faire partager. Jugez plutôt :

- Jean-Marc Morandini : - « *Alors c'que j'comprends pas, c'est que la présidente de la Confédération étudiante [2], Julie Coudry, a rencontré le gouvernement et elle dit "le problème des étudiants ce n'est pas la loi sur l'autonomie puisque nous avons obtenu cet été, avec les autres syndicats étudiants, des garanties". Donc déjà vous n'êtes pas d'accord entre vous !?* ».
- Jean-Marc Morandini : - « *Mais pourquoi la Confédération étudiante dit, elle, qu'ils ont obtenu des garanties ?* ».
- Jean-Marc Morandini : - « *Mais pourquoi ne pas avoir bougé plus tôt ? Pourquoi bouger aujourd'hui : c'est juste pour entrer dans le sillon des autres mouvements sociaux et pour mettre la pagaille ?* »
- Luc Evrard : - « *Moi j'étais là en juillet, j'me souviens très bien que vous avez négocié, assez âprement d'ailleurs, avec la ministre, Valérie Pécresse, vous avez obtenu gain de cause sur la composition des conseils d'administration, globalement on avait l'impression que vous aviez obtenu des concessions qui vous satisfaisaient. Aujourd'hui y a quand même un climat politique favorable, non ? Vous n'êtes pas en train de chercher à mettre en difficulté le gouvernement ?* »
- Luc Evrard : - « *Mais il s'agit pas à ce jour de réduire les moyens engagés par l'Etat dans les universités, d'ailleurs on sait bien que il en faut, il s'agit au contraire d'ouvrir aux universités des possibilités différentes, alternatives, de financement en plus ! Et d'ailleurs elles font majoritairement à ce jour le choix de l'autonomie, non ?* »
- Luc Evrard : - « *Vous parlez de l'immobilier : jusqu'à présent les recteurs sont obligés de demander l'autorisation du ministère pour vendre ou aménager des locaux, ça vous paraît pas totalement obsolète comme méthode de gestion de l'université, compte tenu de ce qui se fait à l'étranger ?* »

Comme souvent l'entretien se transforme en confrontation au cours de laquelle les journalistes en charge de poser

les questions les transforment en courts éditoriaux, imposent leur perception de ce qui fait problème et, peu soucieux d'écouter les réponses de leur interlocuteur, dressent, plus ou moins implicitement, l'acte d'accusation d'une France engluée dans ses « immobilismes ». Jusqu'au moment où le masque de l'interviewer tombe :

- Jean-Marc Morandini : - « *Jean-Baptiste Prevost, vice-président de l'UNEF, on a quand même le sentiment que chaque fois que le gouvernement essaye de faire bouger les choses dans les universités, à chaque fois les étudiants descendent dans la rue, bref ça ne va jamais !* »

- Jean-Baptiste Prevost : - « *Non, les étudiants ils sont inquiets non pas parce que le gouvernement s'occupe d'eux mais parce qu'il s'occupe pas assez d'eux. Notamment Valérie Pécresse, qui nous avait dit être la ministre des étudiants, on lui demande d'être enfin cette ministre des étudiants. Les étudiants ils sont inquiets parce qu'un étudiant sur deux échoue en première année à l'université, parce que depuis la 6ème année consécutive le pouvoir d'achat des étudiants diminue à cette rentrée, et parce que les vrais sujets, les vrais enjeux pour l'université, c'est pas le nombre de personnes dans le conseil d'administration, c'est comment est-ce qu'une université rayonne sur le plan international et comment est-ce que nos étudiants réussissent. Le gouvernement ne s'est pas occupé de ces problèmes-là, les étudiants aimeraient que le gouvernement s'en occupe enfin.* »

- Jean-Marc Morandini : - « *Mais malgré tout j'repose ma question : chaque fois qu'on essaie de changer les choses les étudiants ils sont dans la rue. On arrive pas à faire bouger les choses dans les universités* ». »

### Des auditeurs soigneusement choisis

Il ne s'agirait que d'un dérapage journalistique dont tant d'autres sont coutumiers [3], si l'on ne devait recenser par ailleurs une accumulation de témoignages, bizarrement concordants, et vouant aux gémonies la contestation étudiante. En effet, ce sont six auditeurs sur six qui se relayeront à l'antenne, de 12h45 à 13h puis de 13h40 à 14h, pour livrer quelques « analyses personnelles » peu suspectes de sympathie envers les étudiants en grève, les assemblées générales et autres blocages. Il suffit de citer :

#### 1.

- Une auditrice : - « **C'est essentiellement un mouvement politique** . [...] *Moi, en tant que mère de famille et ayant eu des enfants qui sont passés par l'université mais il y a 20 ans, quand je vois comment se dégradent les universités à cause de tous ces mouvements de grève, moi je trouve que vous êtes en train de discréditer de plus en plus les universités aux yeux du monde, faut voir un peu le classement, et surtout surtout au niveau des employeurs , qui de plus en plus ne veulent pas accepter d'employer des étudiants incapables d'accepter le moindre changement* ».

- Jean-Marc Morandini (la coupant) : - « *Marie c'que vous voulez dire en un mot, c'est que vous vous avez le sentiment que c'est un mouvement politique de toute façon . Alors Jean-Baptiste Prevost vous répond là-dessus. »* »

- Jean-Baptiste Prevost : - « *Je crois que c'est pas le 3ème tour de l'élection présidentielle. [...] »* »

- Jean-Marc Morandini : - « **Mais si vous pouvez mettre un peu de pagaille c'est pas mal ! Non ? C'est un hasard si ça arrive pendant le mouvement sur la réforme des retraites, c'est un hasard ?** » »

#### 2.

- Un auditeur : - « **Bah écoutez moi, en ce qui concerne la loi, j'voulais simplement dire que si la loi Pécresse me permet, à la fin de mon cursus universitaire, de trouver un métier, bah écoutez moi j'suis pour ! Effectivement pour moi c'est un mouvement politique, tout à fait, mais j'tiens à dire que ça va d'un côté comme de l'autre...** »

- Jean-Marc Morandini (le coupant) : - « *Benoît juste un mot racontez-nous, parce qu'au standard vous nous avez dit* »

"je viens de sortir d'une AG et je dis non à ce mouvement parce que c'est une mascarade", pourquoi ? »

- L'auditeur : - « Exactement. Bah écoutez, comme vient de le dire la dernière auditrice, moi j pense que déjà **c'est un mouvement un peu politique**, contre le gouvernement, et qui se rajoute à la grogne générale. Dans l'AG que j viens de quitter y avait des représentants de syndicats de salariés, qui voulaient si je cite exactement leur mot, "reproduire un nouveau mai 68". Bon bah **moi j trouve ça un petit peu... C'est une mascarade.** »

- Jean-Marc Morandini : - « Jean-Baptiste Prevost c'est ça votre objectif : "reproduire mai 68" ? »

### 3.

- Un auditeur : « Oui, j voudrais réagir parce que bon déjà moi j suis en 1ère année de Master d'histoire, et donc nous avons une journée de cours par semaine et on paie 400 euros pour l'année. **Donc déjà le blocage en lui-même, 400 euros pour l'année, si on n'a pas cours, j vois pas trop l'intérêt**. Deuxièmement, le blocage. Que ceux qui sont contre cette réforme fassent des manifs, ça aucun problème, ceux qui veulent faire grève y a aucun problème c'est leur droit inaliénable. Mais **qu'ils n'empêchent pas les autres de travailler** ! [...]

- Jean-Marc Morandini - « On a compris. J voudrais que Jean-Baptiste Prevost vous réponde : pourquoi bloquer l'accès aux universités ? **Pourquoi ne pas laisser travailler les étudiants qui veulent travailler ?** »

- Jean-Baptiste Prevost : « Je crois déjà que la première des prises en otage c'est les universités qui décident de fermer tous... »

- Jean-Marc Morandini (le coupant) : - « Non mais **ça c'est pas une réponse à ma question : pourquoi empêcher l'accès aux universités ?** »

- Jean-Baptiste Prevost : - « Le deuxième élément de réponse : nous on appelle tous les étudiants, pour ou contre cette loi, pour ou contre le gouvernement, d'aller aux assemblées générales... »

- Jean-Marc Morandini (le coupant de nouveau) : - « **Mais vous ne répondez pas à la question !** »

- Jean-Baptiste Prevost : - « J vais y répondre tout de suite. Y a deux versions du blocage : soit c'est une décision prise en AG qui permet de rassembler les étudiants [...], soit ça peut être un outil qui peut être utilisé contre le mouvement pour radicaliser tous ceux qui s'opposent à cette grève. »

- Jean-Marc Morandini : - « **Pourquoi interdire à ceux qui veulent travailler de travailler ? Si vous empêchez l'accès, vous leur interdisez de travailler.** »

- Jean-Baptiste Prevost - « Effectivement, il faut faire attention à l'utilisation qui peut être faite du blocage, je suis tout à fait d'accord avec l'auditeur. »

- Jean-Marc Morandini : « **Donc vous êtes contre le blocage, ou pour ?** »

### 4.

- Un auditeur : - « Pour moi c'est bien évident que **ces mouvements ont des objectifs purement politiques**, parce que **les mesures prises vont quand même dans le bon sens**. Y a des milliards d'euros qui vont être injectés dans l'Université. Le principe de l'autonomie des universités bah c'est un excellent principe qui va améliorer la gestion et la structure des universités donc tout ça va dans le bon sens. Mais **les étudiants et certains syndicats ont toujours de toute façon refusé toutes les réformes**. J me rappelle de la réforme Devaquet, bon ça avait été une des premières réformes qui prévoyait un peu de sélection bah elle avait été refusée. Donc **ils ont toujours tout refusé, et pour quel résultat ? Bah on le voit aujourd'hui : l'état catastrophique de nos universités** au plan international. Et **qu'est-ce qu'ils proposent ? Bah on continue comme si de rien n'était, on continue comme avant, on ne fait rien on ne bouge rien on ne change rien**. Donc **c'est purement politique**. Alors bon les syndicats, l'UNEF et d'autres **c'est le bras armé du Parti communiste, c'est le bras armé des trotskistes...** »

- Jean-Marc Morandini - « Ce qui veut dire **que vous avez le sentiment que pour vous c'est uniquement une décision politique** [sic] ? »

- L'auditeur : - « Mais bien évidemment ! **C'est purement politique** ! D'ailleurs le représentant de l'UNEF qu'est venu tout à l'heure, c'est pas Bruno Julliard c'est l'autre, mais enfin bon ce sont **des petits fascistes rouges** [sic] ! »

- Jean-Marc Morandini - « **Je sais pas si on peut aller jusque-là** [sic]... Je sais pas si on peut aller jusqu'à les traiter comme ça... »

- L'auditeur : - « Bah je l'dis **ce sont des fascistes rouges, ce sont des gens qui expriment le totalitarisme**, parce que c'est une loi qui a été votée, la loi sur les universités, et maintenant ils veulent refaire la loi, ils veulent tout détruire, refaire ce qui a été décidé par le peuple. Non non pour moi, c'est **le bras armé des bolcheviks** [sic] ».

## 5.

- Un auditeur : - « Bah je serai peut-être un peu moins extrême que l'auditeur précédent, mais je pense qu'il a en partie raison, j pense que ses propos ont dépassé sa pensée. Je pense que **le président de l'UNEF**, comme beaucoup de présidents qui l'ont précédé, **joue perso**, ils jouent pour eux. C'est-à-dire **qu'ils sont effectivement mus par un parti politique** qui a aujourd'hui perdu une bataille et qui va perdre la guerre s'il continue à avoir le même comportement. Comme je le disais tout à l'heure à votre collaborateur, j'ai plusieurs casquettes : **je suis chef d'entreprise, je dirige un cabinet de conseil en ressources humaines, je suis enseignant, et je suis membre du conseil d'une université**. Eh bien on constate quoi ? On constate qu'aujourd'hui nos universités n'ont pas pignon sur rue par rapport à nos Grandes Ecoles d'ingénieur et de commerce pour une bonne et simple raison, qui est liée au mode de management. Et c'est pas tirer sur les responsables des universités, **c'est parce qu'ils sont dans un fonctionnement qui ne leur permet pas, ne leur donnent pas toutes les latitudes, pour développer leurs universités**. En Belgique par exemple c'est l'inverse...

- Jean-Marc Morandini : - « Donc pour vous Serge y a une vraie réforme à faire en France.

- L'auditeur : Ah bah non seulement **y a une réforme à faire**, d'abord j'y participe et je l'encourage, mais je pense que là on se trompe de cible. On se trompe de cible par rapport au message de certains syndicats étudiants [...]. »

## 6.

- Un auditeur : « Moi c'est-à-dire qu'y a une question que j'me pose. Y a eu 4 gouvernements, y a eu monsieur Allègre, y a eu monsieur Juppé, etc., et à **chaque fois qu'ils ont voulu faire une réforme ils ont été obligés de revenir**. Ce que disait l'auditeur précédent moi j'suis d'accord avec lui, parce que M. Julliard il est un peu léger quand il répond, pour un syndicaliste il est un peu léger. **Tout à l'heure j'ai entendu des jeunes qui, justement eux, veulent aller bosser** : moi je suis d'accord qu'ils manifestent, mais je ne comprends pas pourquoi il faut empêcher des jeunes que leur souci c'est d'étudier et d'arriver à avoir un travail, de les empêcher. Et je suis inquiet pour ces jeunes-là, **parce que M. Julliard par exemple lui je pense qu'il aura du mal un jour à trouver un métier**. Parce qu'à ce moment-là, **dès qu'il aura un patron, le patron il va lui dire quelque chose qui lui convient pas bah lui il va se mettre en grève**. Faut quand même qu'on arrête, aujourd'hui ! ».

Le hasard seul a-t-il bien fait les choses ? Ou a-t-il eu besoin, comme cela est vraisemblable, de l'assistance des collaborateurs de MM. Morandini et Evrard ? Tous les « chers auditeurs » ont conforté les « chers animateurs », dont le souci de garantir un minimum de pluralité à l'antenne a certainement été pris au dépourvu ! La coupe n'étant pas assez pleine, un de ces collaborateurs achèvera d'ailleurs le prêche du jour en mentionnant le discours hors-antenne de deux autres auditeurs : « Olivier reconnaît que l'Université française va mal : sa fille fait partie des 33 000 étudiants de Paris-X Nanterre, une fac conçue à la base pour 16 000 élèves. Mais pour lui l'UNEF ne fait pas avancer les choses. **L'UNEF, bras armé du PS, ne propose que de bloquer les facs et empêcher les jeunes de suivre les cours**. **Mouvement politique**, c'est aussi l'avis de Monique. D'ailleurs, pour elle, **il ne faudrait pas parler d'étudiants en grève, mais d'étudiants de gauche** ».

Outre l'absence totale de pluralisme et le manque flagrant de neutralité, on notera que jamais la question des

revendications étudiantes et du contenu de la « loi Pécresse » n'est posée, sinon sur un mode péremptoire (« *ça vous paraît pas totalement obsolète cette méthode de gestion de l'université ?* ») ou tautologique (« *il s'agit au contraire d'ouvrir aux universités des possibilités différentes, alternatives, de financement en plus* »). Et si le vice-président de l'UNEF rencontre tant de difficultés à avancer ses arguments, c'est essentiellement car il lui faut au préalable persuader ses interlocuteurs qu'il y a bien un *problème* là où Jean-Marc Morandini et son compère n'aperçoivent que « pagaille » et « politique » (ce dernier terme étant connoté aussi négativement que le premier).

Des questions posées par les animateurs d'Europe 1 aux interventions d'auditeurs triés sur le volet pour passer à l'antenne, une même façon de poser le problème : une même problématique, dont la force tient non seulement aux intérêts qu'elle transfigure et dissimule, mais aussi à la forme binaire des questions qu'elle autorise. Réforme ou immobilisme ? Négociation ou « pagaille » ? Gestion moderne ou administration « obsolète » ? Travail ou grève ? Démocratie ou « totalitarisme » ? Or, il est évident qu'à poser les questions en ces termes, les mobilisations étudiantes paraissent insensées, voire criminelles. Le pouvoir d'imposition d'une telle problématique apporte au gouvernement la garantie d'une sorte de service après-vente médiatique qui redouble son propre discours [4].

---

<a href="IMG/pdf/135Morandini\_Loi\_Precresse.pdf" title='PDF - 124.3 ko' type="application/pdf">

---

[1] Sur le mouvement social de décembre 1995, voir le livre de Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Raisons d'agir, 1997 et, plus généralement, *Médias et mobilisations sociales*, par Henri Maler et Mathias Reymond pour Acrimed ; Sur les luttes de 2003 contre la réforme Fillon, voir le dossier d'Acrimed [« Contre-réformes et mobilisations de 2003 »](#). De même pour le mouvement anti-CPE du printemps 2006, voir [« Les médias et les mobilisations contre le CPE »](#).

[2] La Confédération étudiante est un syndicat étudiant issu d'une scission au sein de l'UNEF. Créé en 2003, il revendique son « réformisme », et s'est rapproché dès 2004 de la CFDT.

[3] Par exemple Yves Calvi (voir : [« Yves Calvi \(France 2\), extincteur d'incendie dans les quartiers populaires »](#), ou encore Arlette Chabot ( voir : [« Arlette Chabot réforme la France »](#)).

[4] S'il n'est nul besoin de présumer une manoeuvre habile ou une intention comploteuse derrière le choix hors-antenne d'auditeurs disposés à dire tous, peu ou prou, la même chose, ou d'attribuer directement cet unanimité aux liens d'amitié qui unissent Lagardère (patron d'Europe 1) au président Sarkozy, c'est que l'ordre des choses n'a nul besoin d'être en chaque instant dans les cerveaux pour s'imposer « naturellement » à travers les actes les plus courants. Outre la domination exercée par des « barons médiatiques » (comme Morandini) simplement ajustés à leur fonction, la dépendance croissante des pratiques du journalisme à l'égard des exigences du pouvoir économique, la précarisation des journalistes et l'ensemble des censures invisibles et pressions informelles qui en dérivent, sont pour beaucoup dans la fabrique du consensus médiatique, comme l'ont montré des auteurs aussi différents qu'Alain Accardo, Pierre Bourdieu et Noam Chomsky.